

d'une ligne de conduite semblable à celle dont j'ai parlé. Notre gouvernement devrait aussi prendre l'initiative, à titre de pays membre du Commonwealth, d'état membre des Nations Unies, et de voisin immédiat et ami des États-Unis, pour conseiller aux États-Unis chaque fois que l'occasion s'en présente de ne pas suivre cette ligne de conduite.

Je tiens à dire quelques mots au sujet de la libération des prisonniers, en Corée. Le ministre a dit qu'on les avait libérés à titre de civils. Le façon dont les journaux ont parlé de ces mises en liberté a certes inquiété un grand nombre de personnes.

Je n'ai pas l'intention de parler des longues négociations d'où n'a pu sortir aucun accord. Nous savons qu'il est difficile de traiter avec les communistes, mais nous savons que le Canada et d'autres pays estimaient souhaitable de faire une place à l'Inde au sein de la conférence de paix projetée et que ladite conférence aurait peut-être eu lieu si l'Inde y avait été admise. Nous avons voté dans ce sens mais les États-Unis ont pu recueillir suffisamment de voix parmi leurs amis de l'Amérique du Sud pour empêcher de s'établir la majorité des deux tiers nécessaire à l'admission de l'Inde qui a donc été tenue en dehors de la conférence.

On nous a dit que les Coréens du Nord et les communistes chinois qui avaient refusé de rentrer dans leurs pays avaient été libérés, mais s'il faut en croire les journaux, cette libération aurait revêtu un caractère plutôt étrange. Les Coréens du Nord qui avaient refusé de retourner en Corée du Nord ont été mis dans des camions et transférés dans des camps de la Corée du Sud pour filtrage et on a transporté les Chinois qui ne voulaient plus regagner la Chine à Formose, où un filtrage analogue devait avoir lieu. Voilà semble-t-il une méthode qui ne laissait pas aux anciens prisonniers de guerre la faculté de choisir librement le statut civil. On est forcé de se demander si le Canada a approuvé cette méthode de libération. Vu cet épisode, peut-on s'étonner que les Chinois et les Coréens du Nord craignent que les négociations projetées en vue de la paix ne soient que le prélude d'une attaque de Syngman Rhee et de Tchiang Kai-chek sur la Chine continentale.

Ce sont des questions qui causent de graves appréhensions à ceux d'entre nous qui sont désireux d'assurer la paix et de favoriser l'entente entre les nations.

Voyons maintenant ce qui se passe à Berlin. A l'heure actuelle, les ministres des affaires étrangères des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France et de l'Union soviétique y sont réunis. Nous espérons tous qu'on y obtiendra un certain succès mais, là encore, avant la

réunion, d'influents personnalités américaines et de nombreux journaux dénonçaient violemment la convocation de cette conférence et la disaient vouée à un échec. Ces déclarations, il faut le dire, offraient un saisissant contraste avec celles qu'ont formulées les hommes publics du Royaume-Uni et de la France. Dans ces deux derniers pays, les opinions exprimées étaient bien différentes de celles qu'ont fait entendre des voix influentes et bruyantes de même que certains journaux des États-Unis.

Je parle ici en ami des États-Unis parce que je crois qu'il y a, chez nos voisins, des groupements qui rendent difficile aux pays démocratiques la réalisation de leur objectif qui est d'aplanir certaines des difficultés qui existent en ce moment dans le monde et qui pourraient mener à la guerre. Il me semble que, dans nos rapports avec une nation qui ne croit pas que la liberté de la presse et la liberté de parole existent vraiment dans les démocraties, nous ne devrions tolérer, à l'égard de conférences prochaines, que des propos soigneusement pesés.

Nous sommes d'avis que l'Allemagne d'aujourd'hui pourrait devenir une plaie suppurante au cœur même de l'Europe. Tant que le pays sera divisé en deux secteurs, il existe peu d'espoir d'édifier une Allemagne qui pourra collaborer à la paix et au progrès dans le monde. A notre avis, plus elle restera divisée longtemps, plus il est possible que d'anciens nazis en Allemagne occidentale exercent de nouveau leur influence sur les habitants de l'Allemagne occidentale et, d'autre part, que les chefs communistes de l'Allemagne orientale s'implantent plus solidement, rendant encore plus difficile l'unification du pays et la paix en Europe.

Je reconnais que toute unification de l'Allemagne dans le sens indiqué par le ministre cet après-midi, ne saurait résulter de l'union des deux gouvernements, ni de la formation d'un gouvernement à même ces deux gouvernements. L'unification ne saurait être possible qu'à la suite d'élections libres tenues sous la surveillance des Nations Unies. Nous sommes convaincus que toute proposition en vue du réarmement de l'Allemagne occidentale, avant l'unification, —et je tiens à affirmer que nous n'adoptons pas ici l'attitude communiste, mais que nous exprimons seulement l'opinion de l'important mouvement socialiste et travailliste en Europe et partout dans le monde,—nuirait grandement à l'espoir que nous entretenons de voir la communauté européenne se développer d'une façon pacifique.